

## Revue Européenne des Migrations Internationales

### ❖ Avertissement aux auteurs

Ce document est un tiré à part, au format PDF, d'un article paru dans l'édition papier de la REMI.

L'auteur s'engage à ne pas le mettre en ligne pendant la durée de commercialisation sur le site Cairn.info, soit 24 mois.

### ❖ Warning to authors

This document is a PDF offprint of an article published in a paper edition of REMI.

The author commits him/herself not to put it online during commercial exploitation on the Cairn.info site, i.e. 24 months.

### ❖ Avertencia a los autores

Este documento es una tirada aparte, en formato PDF, de un artículo publicado en la edición en papel de la REMI.

El autor se compromete a no ponerlo en línea mientras dure la comercialización en el portal Cairn.info, es decir 24 meses.

# Les étudiants de pays arabes formés en Union soviétique pendant la Guerre froide (1956-1991)

❖ Constantin Katsakioris<sup>1</sup>

## Introduction

Depuis la seconde moitié des années 1950, l'Union soviétique et plusieurs pays arabes nouèrent des liens politique, économique et militaire étroits<sup>2</sup>. Ce rapprochement, dès la Crise de Suez (1956), eut lieu dans un contexte international de grands bouleversements et eut des conséquences importantes. D'un côté, l'expansion de l'empire soviétique en Europe de l'Est et la victoire des communistes en Chine et, de l'autre, le processus de décolonisation, qui se poursuivait de l'Asie à l'Afrique, changèrent radicalement la géographie politique mondiale. Le tiers-monde émergeait et le nationalisme arabe, consacré par les révolutions en Égypte et en Algérie, y occupait une grande place. La question posée par le Premier ministre britannique Harold Macmillan, « *whether the uncommitted peoples of Asia and Africa will swing to the East or to the West*<sup>3</sup> » rencontrait les préoccupations occidentales. L'orientation politique des pays arabes constituait une question majeure. Rodinson (1972 : 354) notait que la victoire de la Seconde Guerre mondiale et « l'émergence de l'Union soviétique comme une des principales puissances mondiales portèrent aux nues le

---

1 Chercheur postdoctorant, Bayreuth Academy of Advanced African Studies, Hugo-Rüdel-Str. 10, 95445 Bayreuth, Allemagne ; konstantinos.katsakioris@uni-bayreuth.de  
L'auteur remercie le Centre d'études franco-russe de Moscou et le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche d'Allemagne (BMBF) pour le soutien qu'ils ont apporté à ses recherches.

2 Dans le groupe de « pays arabes » nous incluons l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Soudan, la Syrie, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Yémen du Nord, le Yémen du Sud, l'Oman, l'Arabie saoudite, le Qatar, le Bahreïn, le Koweït, les Émirats arabes unis et les territoires habités par les Palestiniens, qui font partie de l'État palestinien dont l'indépendance fut proclamée en 1988. Le Soudan qui, tout au long de la période examinée, comprenait aussi la région du sud qui fit sécession en 2011, pose un problème sérieux quant à son arabité. Il est néanmoins inclus, car toutes nos sources attestent que c'était sa composante arabe qui bénéficiait presque exclusivement de la coopération soviétique. Rien de pareil ne peut être attesté pour la Mauritanie, pays dont l'arabité est également très contestée et qui, pour ces raisons, reste en dehors de cette étude. En revanche, les pays qui maintinrent un partenariat étroit avec l'URSS comme l'Algérie, voire une alliance comme l'Égypte, se trouvent au centre de notre attention.

3 « De quel côté, Est ou Ouest, se tourneront les peuples non-engagés d'Asie et d'Afrique », traduction de Michel (1993 : 205). Le texte original est cité par Buttler et Stockwell (2013 : 7).

prestige du communisme ». Bennigsen (1956), qui étudiait la stratégie soviétique au Moyen-Orient, celle des fronts populaires contre l'impérialisme, paraissait persuadé de sa réussite. Laqueur (1956 : 275 et 281) le justifiait ainsi : « *The impact of Communism as a technique for modernizing the Middle East, of overcoming its present backwardness in the shortest possible time, is therefore of the greatest importance* ». « *The key* », concluait-il, « *is in the hands of the native Arab élites*<sup>4</sup> ».

La coopération arabo-soviétique en matière de formation qui de 1956 à 1992 permit à plus de 50 000 étudiants de se rendre en URSS, s'inscrit dans cette conjoncture historique où les élites et la jeunesse des pays arabes étaient fascinées par la technologie, la puissance militaire et politique de l'URSS. Le communisme soviétique constituait alors un paradigme de modernisation, en même temps que le rapprochement avec Moscou servait la cause de la diversification des partenariats étrangers.

De retour au pays d'origine, les étudiants occupaient des postes élevés comme au Yémen du Nord et au Yémen du Sud, stratégiquement situés à l'extrémité de la péninsule arabe, où le personnel administratif, les professeurs, les ingénieurs et les médecins faisaient défaut et où à la différence de l'Égypte par exemple qui disposait déjà de cadres, l'impact des élites formées à l'étranger risquait d'être beaucoup plus important. Dans ces conditions donc, leur rôle dans le développement économique et la vie politique des pays était central. Cela n'échappa d'ailleurs ni aux puissances étrangères, ni aux tenants et théoriciens de la modernisation, ni aux sociologues de l'éducation (Harbison et Myers, 1964).

Cet article a pour objectif de revisiter la coopération arabo-soviétique en matière d'éducation des jeunes et se centre plus particulièrement sur la formation des étudiants en URSS. Il s'agira, dans un premier temps, de préciser les principes, les politiques et les formes qui ont caractérisé cette coopération. Puis, dans un second temps, l'analyse portera sur les étudiants, leurs formations et leurs engagements politiques en URSS. Enfin, la dernière partie traitera des problèmes du retour des diplômés, de leur situation socioprofessionnelle et de leurs rapports avec l'URSS.

À l'encontre des thèses qui minimisent ou discréditent la coopération arabo-soviétique, la conclusion mettra en perspective ses dimensions qualitatives et quantitatives, insistera sur ses effets concrets tout en soulignant ainsi son importance historique.

Il importe pour terminer cette introduction d'apporter des précisions quant aux sources utilisées et aux données agrégées. En premier lieu, ces dernières ne concernent que les étudiants « ordinaires » formés dans les universités et les écoles techniques. Les militaires, ainsi que les cadres politiques ou syndicaux formés dans des écoles du Parti, ne sont pas représentés. En second lieu, nos sources proviennent principalement des archives russes et ukrainiennes,

---

4 « L'impact du communisme comme une technique pour moderniser le Moyen-Orient, pour dépasser sa présente arriération dans les délais les plus brefs possible est désormais de la plus grande importance ». « La clé se trouve dans les mains des élites arabes autochtones ». Le mot « *élites* » est en français dans le texte (notre traduction).

lesquelles, malgré leur richesse, favorisent le point de vue soviétique, en même temps qu'elles posent des limites aux analyses que l'on peut fournir. Enfin, et ce n'est pas la moindre difficulté que les archives n'éclairent pas, à savoir que dans les effectifs des étudiants des pays arabes, il n'y avait pas que des étudiants arabes, mais également des Kurdes et des Arméniens, des Berbères ou des Africains du sud et de l'ouest du Soudan. Parmi les 149 Irakiens qui rentrèrent à la faculté préparatoire de l'Université de Kharkov en 1961, il y avait douze Kurdes, deux Arméniens et un Iranien<sup>5</sup>.

## Historique de la coopération arabo-soviétique en matière d'éducation

La décision d'octroyer pour la première fois de l'aide éducative à des pays non communistes fut prise par le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), sous l'impulsion de son Premier secrétaire, Nikita Khrouchtchev, entre 1957 et 1960. Cette décision, d'une part, reflétait les visées d'une grande puissance et, en tant que telle, elle n'avait rien de proprement soviétique. D'autre part, il y avait pourtant une logique proprement soviétique. « Empire de discrimination positive », comme le posa Martin (2003), l'URSS n'entendait pas seulement nouer des liens avec les élites nationalistes du tiers-monde, mais aussi promouvoir de nouvelles élites issues à la fois de groupes sociaux non privilégiés et des milieux communistes et sympathisants. C'est ainsi que, dès le départ, la politique de coopération éducative avait deux destinataires. D'un côté se trouvaient les États arabes avec lesquels Moscou signait des accords et développait une coopération d'État à État. De l'autre côté, il y avait les individus, militants de gauche ou amis de l'URSS, membres des unions de jeunesse et des syndicats, ainsi que tout l'éventail des organisations anti-impérialistes et prosoviétiques. La coopération d'État à État était la forme que tous les gouvernements étrangers préféraient. Vue de Moscou, l'aide accordée aux États accomplissait le devoir internationaliste de soutenir les « nations opprimées » par le colonialisme. En revanche, l'octroi de bourses aux membres des syndicats, aux unions de jeunesse, aux partis de gauche et aux organisations anti-impérialistes récompensait non seulement ces organisations qui s'opposaient à l'Occident et aux régimes pro-occidentaux, mais offrait aussi un soutien et des perspectives aux « classes opprimées » par l'impérialisme. L'Université de l'amitié des peuples (*Universitet Družby Narodov* – UDN) était un établissement d'enseignement conçu justement pour recruter des étudiants sur des critères politiques et sociaux, sans forcément coopérer avec les gouvernements étrangers. Fondée en 1960 et rebaptisée « Patrice Lumumba » en l'honneur du héros congolais assassiné, l'UDN avait pour mission de former des cadres pour les pays du tiers-monde et devait, d'après les instructions de Khrouchtchev, donner la priorité aux « jeunes ayant du talent et issus de familles pauvres qui n'avaient pas la possibilité de réaliser leur souhait et d'étudier en Union soviétique<sup>6</sup> ». Au départ, elle

---

5 Au milieu des années 1960, 95 % des étudiants soudanais étaient des Arabes et seuls 5 % des Africains noirs. Les étudiants palestiniens qui arrivaient en URSS étaient catégorisés comme citoyens jordaniens, égyptiens ou libanais.

6 « Young and talented people from poor families who did not have the possibility to realize their wish and to study in the Soviet Union », cité par Rosen en anglais (1971 : 149) (notre traduction).

accueillit des militants de l'Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens (UGEMA) et de l'Union Nationale des Étudiants Marocains (UNEM)<sup>7</sup>, pour devenir pendant les années 1970 et 1980 un grand centre de formation pour des Palestiniens, des Yéménites et des communistes syriens et libanais.

Les pays arabes avaient aussi leurs propres objectifs. Tous ces pays, radicaux ou modérés, entendaient former leurs cadres nationaux, réduire leur dépendance vis-à-vis des pays de l'Ouest, construire un État-nation et développer une économie. À côté des objectifs d'« arabisation » des ressources humaines, il y avait aussi la nationalisation des ressources naturelles et en premier lieu des hydrocarbures, ainsi que la création d'entreprises publiques. La coopération avec l'URSS avait donc une très grande importance, pratique et symbolique. « Si les Russes n'existaient pas, on aurait dû les inventer<sup>8</sup> », déclarait en 1963 le premier président algérien, Ahmed Ben Bella. L'Algérie, ainsi que l'Irak, furent en effet les deux pays qui mirent en valeur la coopération en matière d'éducation pour le développement de l'exploitation des ressources énergétiques et des nationalisations.

Membre du Pacte de Bagdad jusqu'en juillet 1958 – alliance antisoviétique connue –, le Royaume d'Irak avait cédé à une entreprise occidentale, l'*Iraq Petroleum Company* (IPC), le droit exclusif d'exploiter l'ensemble de son pétrole. Après le coup d'État du 14 juillet pourtant, le colonel Abdel Karim Kassem réduisit drastiquement le territoire que l'IPC exploitait et exerça sur elle une pression pour « irakiser » ses cadres (Dawisha, 2009 : 171-208). Entre temps, il se tourna vers l'URSS et, en mars 1959, les deux pays signèrent un accord de coopération. Suite à cet accord, des géologues soviétiques se rendirent en Irak pour détecter des gisements et des centaines d'étudiants irakiens furent envoyés étudier en URSS. Moscou offrait alors cinquante bourses d'études par an, tandis que l'Irak finançait les études d'environ 300 personnes. Durant l'année académique 1959-1960, il y avait 784 étudiants irakiens en URSS. Deux ans plus tard ils étaient 1 306, troisième groupe d'étudiants étrangers après les Chinois (1 559) et les Mongols (1 402)<sup>9</sup>. Dans les promotions de 1960 et de 1961 au moins une centaine d'étudiants furent dirigés vers l'Institut d'Énergie de Moscou ou l'Institut de Pétrole et de Chimie de Baku. Parmi tous les pays non communistes, l'Irak fut ainsi le premier à établir une coopération de cette ampleur avec Moscou et à investir dans les cadres formés en URSS pour développer son industrie pétrolière et chimique. L'ironie dramatique pour Kassem, destitué par un nouveau coup d'État et exécuté en février 1963, fut que beaucoup de ces ingénieurs finirent par travailler pour l'IPC ou pour d'autres compagnies étrangères dans les Émirats arabes, en Arabie saoudite et ailleurs<sup>10</sup>. Toutefois, un grand nombre d'entre eux servit finalement la Compagnie pétrolière nationale d'Irak qui parvint

---

7 L'UGEMA soutenait alors le Front de libération nationale (FLN) algérien, tandis que l'UNEM était la branche de l'Union nationale des forces populaires (UNFP) de Mehdi Ben Barka.

8 Entretien de Ben Bella dans le journal *Alger Républicain* du 4 avril 1963. Il est également cité et analysé par Byrne (2016 : 161).

9 Rapport du 9 novembre 1960 sur « l'aide accordée à la République irakienne pour la formation des spécialistes ». Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF), f. (fonds) 9606, op. (*opis'* signifie inventaire) 1, d. (*delo* c'est le dossier) 521, ll. (*list* signifie feuille) 42-43 ; voir également d. 522, l. 5 et d. 869, ll. 42-45.

10 Pour des informations sur les diplômés irakiens : GARF, f. 9606, op. 1., d. 3092, l. 3.

à imposer le monopole de l'État quand, en juin 1972, de nouveau avec le soutien soviétique, le gouvernement d'Ahmed Bakr et de Saddam Hussein réalisa les pays de Kassem et nationalisa l'industrie pétrolière du pays (Valkenier, 1983 : 21-23 ; Golan, 1990 : 162-175 ; Shemesh, 1992 : 44-47 et 70-81).

L'Algérie avait des objectifs similaires et Moscou lui accorda son soutien. Déjà au lendemain de son indépendance l'URSS offrit à Alger cent bourses d'études<sup>11</sup>. Le début de la coopération fut néanmoins la fondation du Centre africain des hydrocarbures et du textile (CAHT) à Boumerdès. Créé en 1964 en tant que cadeau du gouvernement soviétique, le CAHT employait environ deux cents enseignants soviétiques et admettait chaque année presque 1 000 étudiants<sup>12</sup>. Il était composé de deux établissements, dont le premier et le plus important était l'Institut algérien du pétrole et du gaz, qui formait des spécialistes dans les domaines de l'énergie ; le second était une école technique de textile. L'importance de l'Institut dans la stratégie de l'État algérien se révéla très vite, quand ses diplômés commencèrent à travailler pour Sonatrach (Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation, et la Commercialisation des Hydrocarbures s.p.a.), l'entreprise publique de gaz et de pétrole. Durant les années 1960, avec le soutien de l'URSS, Sonatrach s'empara de tous les gisements de pétrole qui appartenaient aux entreprises françaises et américaines. En février 1971, le gouvernement d'Houari Boumédiène procéda à la nationalisation de tous les gisements de gaz naturel et accorda à Sonatrach le monopole d'exploitation. L'aide éducative de l'URSS avait ainsi apporté une contribution décisive. « Les récentes promotions du CAHT de Boumerdès ont contribué à la relève des techniciens et cadres étrangers défaillants lors de la récupération de nos richesses en hydrocarbures », déclarait, en mai 1971, Boumédiène (Khelfaoui, 1997 : 129). Soucieux d'affermir la coopération, les Soviétiques fondèrent pendant les années 1970 encore deux établissements : l'Institut national des industries légères à Boumerdès et l'Institut des mines et de la métallurgie à Annaba. Résultat de l'élargissement de la coopération, en 1980, le nombre d'enseignants soviétiques en Algérie, sans compter les ingénieurs et autres experts impliqués dans les divers projets de développement, atteignait près du millier (935). La même année, l'ensemble des étudiants algériens, inscrits dans les établissements créés par l'URSS, était estimé à 8 500<sup>13</sup>. Parmi tous les États arabes, l'Algérie était de loin celui qui, sur son propre sol, entretenait la coopération la plus étroite avec l'Union soviétique.

---

11 « Compte rendu de la discussion avec le directeur du département des relations extérieures du FLN, Hamad », P. Kostjagyn, attaché culturel à l'ambassade de l'URSS à Alger, le 22 juin 1964 : GARF, f. 9518, op. 1, d. 489, ll. 235-237.

12 Rapport du 26 mars 1965 « Sur les relations culturelles et scientifiques entre l'URSS et l'Algérie », P. Kostjagyn : GARF, f. 9518, op. 1, d. 490, ll. 115-118. Et « Information sur l'exécution du plan de relations culturelles pour l'année 1967 », ministère de l'Enseignement de l'URSS : GARF, f. 9606, op. 1, d. 3008, ll. 76-81.

13 Rapports du ministère de l'Enseignement de l'URSS pour 1975 et pour 1980 : GARF, f. 9606, op. 1, d. 6829, ll. 6-14 et d. 9120, ll. 26 et 87. À titre de comparaison, la Guinée-Conakry occupait la deuxième place en tant que pays d'accueil de coopérants enseignants soviétiques avec 134 personnes devant l'Afghanistan (122).

Le second volet de la formation, le plus important, concernait les étudiants présents dans les universités et les instituts technologiques et techniques soviétiques. L'Égypte en 1957 fut le premier pays arabe à envoyer des étudiants en URSS, suivie par l'Irak l'année suivante. Ces deux pays, ainsi que la Syrie, qui avaient fait le choix de former des cadres en URSS, participaient aux frais de la formation en payant un tiers du montant annuel de la bourse<sup>14</sup>. Des ministères ou des entreprises publiques d'autres États, comme Sonatrach en Algérie par exemple, pouvaient financer la formation d'étudiants ou de stagiaires dans des spécialisations très précises (cadres de l'aviation civile à l'Institut d'Aviation de Kiev ou à l'École technique de Slaviansk notamment, ingénieurs, etc.). Toutefois, le plus grand nombre de bourses – bourses d'État et bourses octroyées aux organisations politiques, sociales ou culturelles – étaient données par l'URSS. Les États et organisations bénéficiaires choisissaient les boursiers. À part l'UGEMA et l'UNEM, la liste des organisations progressistes comprenait aussi, l'Union des étudiants de Khartoum, l'Union générale des étudiants palestiniens, de nombreux syndicats et associations pour les échanges culturels ou pour l'amitié avec l'URSS, ainsi que les partis communistes syrien, libanais, jordanien, le Fatah et le Front populaire de libération de Palestine ou encore le Parti de l'avant-garde socialiste algérien. Les amicales des étudiants en URSS en étaient également bénéficiaires depuis les années 1960, tandis que dans les années 1970 et 1980, s'ajoutèrent à la liste, les associations des diplômés syriens, libanais ou jordaniens. Ces organisations ne recevaient pas de bourses du ministère de l'Enseignement de l'URSS, mais des organisations soviétiques, telles la Société soviétique pour l'amitié et les relations culturelles avec les pays arabes, le Comité soviétique de solidarité avec les pays d'Asie et d'Afrique, le Comité des organisations de jeunesse, ou encore de l'Université Lumumba. Malgré l'opposition de gouvernements arabes à l'octroi des bourses à leur insu, de nombreux membres de partis communistes et de sympathisants en bénéficièrent ; ils partaient étudier en URSS soit avec un visa touristique, soit en passant par un pays tiers, soit enfin légalement en tant que boursiers de centres culturels soviétiques autorisés à offrir des bourses directement aux candidats.

Ces « arrangements », au gré des soubresauts politiques, étaient différents d'un pays à l'autre. L'Égypte n'autorisait que le départ des boursiers d'État. Ainsi, jusqu'au milieu des années 1970 et le démantèlement de l'alliance Moscou-Caire par Anouar Sadat, quasiment tous les étudiants égyptiens en URSS étaient choisis par leur gouvernement. Les Palestiniens, même si Moscou avait depuis 1978 reconnu l'Organisation pour la Libération de la Palestine comme le seul représentant légitime du peuple palestinien (Ismael, 2005 : 77), étaient officiellement tous boursiers des organisations et des partis. Il en était de même pour les Libanais, dont le pays n'a jamais opté pour la coopération avec l'URSS. D'autres situations existaient. De 1965 à 1979, la moitié des Syriens étaient boursiers d'État et l'autre moitié boursiers d'organisations prosoviétiques que le régime de Damas, allié de Moscou, tolérait. Cela n'était pas le cas au Maroc et en Algérie. Si au début des années 1960 quasiment tous les Marocains et les Algériens étaient des boursiers « politiques », durant l'année académique 1979-1980, le taux des boursiers d'un parti ou d'une organisation progressiste s'élevait à 21,7 % pour les Marocains et seulement à 2,7 % pour les Algériens,

---

14 Soit 360 roubles sur les 1 080 que leurs ressortissants recevaient chaque année.

le reste étant des boursiers d'État. La même année, le taux des étudiants irakiens boursiers d'un parti ou d'une organisation s'élevait à 55,8 % et celui des Jordaniens à 36,1 %<sup>15</sup>. Ces pourcentages, très significatifs quant aux canaux de l'aide éducative, se reflétaient aussi dans les rapports de forces politiques au sein des associations estudiantines en URSS.

En tout état de cause, indépendamment des différents canaux de recrutement, et en dépit de certaines fluctuations dues aux changements de régimes et d'alliances, tout au long de la Guerre froide le nombre d'étudiants ne cessa d'augmenter. Le tableau 1, qui additionne les effectifs des étudiants de toutes les filières et facultés (de la faculté préparatoire à la thèse), ainsi que ceux qui étaient en programme d'échange ou qui effectuaient un stage de formation en moyenne d'une année, dans les universités, les instituts ou les écoles techniques, illustre cette augmentation.

Dans son ensemble, la coopération arabo-soviétique connut une continuité remarquable. L'Irak constitue une exception : pendant les premières années, ce pays a envoyé à lui seul la moitié de tous les étudiants des pays arabes en URSS. La coopération fut suspendue après la chute de Kassem en 1963, mais elle reprit dans les années 1970 sous le régime de Saddam Hussein. De même, la coopération avec l'Égypte qui commença sous les meilleurs augures resta limitée après la rupture soviéto-égyptienne de 1974. En revanche, la Syrie, ancien associé de l'Égypte au sein de la République arabe unie (RAU), qui devint l'allié soviétique le plus proche au Moyen-Orient, confiait à l'URSS la formation d'un nombre de plus en plus élevé d'étudiants, dépassant tous les autres pays arabes. Le Liban occupait la deuxième place mais, comme nous l'avons noté, il ne s'agissait pas d'une coopération d'État à État. En troisième place se trouvaient le Yémen du Nord (République arabe de Yémen), qui durant les années 1960 était soutenu par l'URSS et l'Égypte, et le Yémen du Sud (République populaire démocratique de Yémen) qui, dans les années 1970, devint un allié clé du bloc soviétique. Même des pays, qui tout au long de la Guerre froide demeurèrent proches de l'Occident, tels le Maroc et la Tunisie ou encore le Bahreïn et le Koweït, eurent des cadres formés en URSS. Les deux émirats, en l'occurrence, comptaient respectivement, en 1985-1986, 180 et quarante-trois étudiants en URSS.

---

15 Données du ministère de l'Enseignement de l'URSS pour l'année 1979-1980 : GARF, f. 9606, op. 1, d. 9121, ll. 6-11.

**Tableau 1 : Étudiants de pays arabes en Union soviétique, 1959-1991 (en effectif)<sup>16</sup>**

Pays													
Année académique	Algérie	Maroc	Tunisie	Soudan	Égypte	Syrie	Liban	Irak	Palestine	Jordanie	Yémen Nord et Sud	Autres	Total
1959-1960	22	18	2	73	342**		31	784	-	22	37	-	<b>1 331</b>
1960-1961	34	33	10	83	354**		52	604*	-	33	66	3	<b>1 272*</b>
1961-1962	53	71	18	124	400	54	95	1 306	-	38	109	5	<b>2 273</b>
1962-1963	38	67	11	110	238	89	90	1 266	-	35	102	5	<b>2 051</b>
1963-1964	73	95	22	187	233	207	98	1 260	-	39	113	14	<b>2 244</b>
1964-1965	101	81	32	231	259	296	135	1 249	-	46	179	14	<b>2 623</b>
1965-1966	85	94	29	236	249	393	181	1 119	-	79	232	26	<b>2 725</b>
1966-1967	73	107	49	330	409	473	214	910	2	98	284	49	<b>2 998</b>
1967-1968	161	107	61	364	433	723	269	611	6	149	324	65	<b>3 273</b>
1968-1969	220	91	63	404	450	823	322	823	26	219	357	86	<b>3 884</b>
1969-1970	348	110	81	456	544	898	374	289	36	323	442	93	<b>3 994</b>
1970-1971	482	120	73	511	417	871	394	245	39	334	459	99	<b>4 044</b>
1971-1972	628	124	67	446	447	860	401	262	51	398	481	128	<b>4 293</b>
1972-1973	708	115	49	463	516	1 065	498	372	78	513	593	158	<b>5 128</b>
1973-1974	739	134	69	483	618	1 222	560	432	155	627	679	163	<b>5 881</b>
1974-1975	712	149	83	391	505	1 211	584	496	23	684	825	181	<b>5 844</b>
1975-1976	908	186	120	429	469	1 442	709	585	46	918	1 084	203	<b>7 099</b>
1976-1977	820	205	225	466	499	1 376	798	616	44	1 121	1 303	244	<b>7 717</b>
1977-1978	797	262	303	468	460	1 585	1 005	704	73	1 295	1 530	236	<b>8 718</b>
1978-1979	851	333	429	458	456	1 685	1 233	761	215	1 562	1 710	219	<b>9 912</b>
1979-1980	1 005	409	571	558	377	1 926	1 585	892	892	1 916	1 832	228	<b>12 191</b>
1980-1981	1 097	517	667	623	370	2 213	1 836	963	874	2 096	2 053	227	<b>13 536</b>
1981-1982	1 140	598	723	667	367	2 429	2 065	1 001	892	2 239	2 272	191	<b>14 584</b>
1982-1983	1 121	703	748	652	371	2 725	2 184	926	1 255	2 245	2 496	217	<b>15 643</b>
1983-1984	1 267	812	736	688	349	3 128	2 545	917	1 515	2 177	2 691	330	<b>17 155</b>
1984-1985	1 589	880	701	714	371	3 646	2 728	951	1 542	2 254	2 878	304	<b>18 558</b>
1985-1986	1 855	956	678	740	406	4 030	2 892	968	1 573	2 389	3 043	280	<b>19 810</b>
1986-1987	1 572	1 035	559	902	451	4 663	2 982	900	1 536	2 199	3 389	223	<b>20 411</b>
1987-1988	1 400	1 075	641	977	463	4 870	3 004	785	1 697	2 231	3 327	242	<b>20 712</b>
1988-1989	1 233	1 201	596	1 096	517	5 093	3 499	901	1 511	2 312	3 569	284	<b>21 812</b>
1989-1990	1 284	1 297	594	1 231	564	5 281	3 572	877	1 323	2 245	3 709	295	<b>22 272</b>
1990-1991	882	1 059	444	1 062	377	4 936	3 289	478	378	1 997	2 626	206	<b>17 734</b>

\* Le nombre des Irakiens est sous-estimé, car la nouvelle promotion n'était pas comptée.

\*\* C'était la période de la République arabe unie (RAU). Formée en février 1958, la RAU survécut jusqu'en septembre 1961, quand la Syrie fit sécession.

Après la publication du Décret 378 du 12 décembre 1964, le ministère exigea que tous les établissements lui envoient le nombre exact d'étudiants étrangers, par pays et par niveau d'études, pour chaque année académique. Depuis la seconde moitié des années 1960, les statistiques du ministère devinrent ainsi beaucoup plus précises. En règle générale, les établissements recensaient les étudiants en novembre.

Source : Département pour les Relations extérieures du ministère de l'Enseignement de l'URSS.

16 À partir des tableaux annuels du ministère de l'Enseignement de l'URSS : GARF, f. 9606, op. 1, d. 521, ll. 42-43, d. 869, ll. 42-45, d. 1638, ll. 9-12, d. 1948, ll. 1-4, d. 2369, ll. 6-7a, d. 2381, ll. 1-6, d. 2699, ll. 1-5, d. 3090, ll. 1-6, d. 3533, ll. 1-6, d. 3957, ll. 1-6, d. 4387, ll. 1-6, d. 5938, ll. 1-6, d. 6485, ll. 1-6, d. 6841, ll. 1-8, d. 7244, ll. 1-8, d. 7663, ll. 1-7, d. 8151, ll. 2-6, d. 8660, ll. 17-21, d. 9122, ll. 7-11, d. 9524, ll. 1-8, d. 10011, ll. 1-5, et op. 3, d. 608, ll. 4-10, d. 984, ll. 8-14, d. 1368, ll. 6-10, d. 1723, ll. 1-7. Aussi, GARF, f. R-9661, op. 1, d. 335, ll. 7-13, d. 589, ll. 1-7, d. 772, ll. 1-6, d. 851, ll. 3-10 et Archives d'histoire sociale et politique de la Russie (RGASPI), f. M-3, op. 8, d. 1152, l. 104. Pour les années 1980-1981 et 1984-1985, nous n'avons malheureusement pas trouvé les tableaux annuels avec le nombre total des étudiants, mais seulement des données sur le nombre des étudiants « admis », qui entraient en faculté préparatoire. Nous avons ajouté le nombre des étudiants admis au nombre des étudiants de l'année précédente et soustrait le nombre des étudiants de l'année précédente qui étaient, en dernière année, censés finir leurs études. Pour ces deux années, les données présentées sont approximatives.

## Profils et formations des étudiants

Dans son *Roman algéro-soviétique*, Negadi (2014), l'un des premiers psychiatres algériens, relate sa trajectoire de Tlemcen à Moscou et son engagement politique au sein de l'UGEMA. Élève brillant, issu d'une famille aisée et conservatrice, il poursuit ses études à Alger, puis à Paris, avant d'obtenir, début 1958, une bourse par le biais de l'Union Internationale des Étudiants<sup>17</sup> pour étudier au prestigieux Institut de Médecine Setchenov à Moscou. Militant en Algérie et en France et représentant de l'UGEMA à Tokyo et à Pékin, Negadi quitta Paris par train et se rendit en URSS, où il devint le premier dirigeant de l'amicale algérienne<sup>18</sup>. Tout en étant exceptionnelle, sa trajectoire incite à s'interroger sur les divers profils et parcours académiques, politiques et sociaux des étudiants, sur les continuités et les changements de 1958 à 1991. Une continuité doit d'emblée être soulignée : il s'agit des départs des militants à travers un pays tiers, que ce soit la France pour les Maghrébins, l'Égypte pour les Soudanais, la Syrie pour les Libanais (notamment pendant la guerre civile), ou à travers divers pays pour les Palestiniens.

De quel milieu social venaient les étudiants ? En accueillant les nouvelles promotions, les facultés préparatoires organisaient des entretiens et posaient la question à chaque étudiant. D'après les données de l'Université Lumumba, où il n'y avait aucun ressortissant de pays arabe boursier d'État, pour l'ensemble de la période 1960-1968, 56,5 % des étudiants étaient issus des familles d'ouvriers et de paysans, tandis que 36,5 % venaient des familles de petits fonctionnaires, d'instituteurs ou d'employés, qui étaient rangés dans la catégorie « travailleurs intellectuels »<sup>19</sup>. En revanche, là où dominaient les boursiers d'État sélectionnés par leur gouvernement, la situation était apparemment différente. À propos des 149 Irakiens qui entrèrent à la faculté préparatoire de l'Université de Kharkov en 1961, le recteur notait qu'il s'agissait de jeunes hommes « notamment issus de familles petite-bourgeoises, de familles de fonctionnaires, d'officiers et de grands commerçants<sup>20</sup> ». La prédominance des boursiers d'État et la nécessité de recruter des étudiants qui avaient le niveau d'éducation exigé – une condition qui déjà excluait les masses de jeunes issus de familles modestes – firent que, durant les années 1960, ceux qui saisissaient leur chance venaient notamment des familles les plus aisées. La tendance à attribuer des identités sociales très douteuses illustre plutôt la méfiance des Soviétiques, alimentée par le choc de « la découverte de l'autre ». Des remarques, telles que : « 98 % des étudiants africains et arabes » venaient « de familles bourgeoises ou féodales » et que « parmi eux plusieurs personnes » avaient été « corrompues lors de leurs séjours à Paris et à Londres et qu'elles » étaient « mal-disposées à l'égard de l'Union soviétique », comme le spécifiait un rapport du Komsomol (Jeunesse communiste) de Leningrad<sup>21</sup>, revenaient souvent. Par-delà la mauvaise disposition à

---

17 Organisation communiste basée à Prague.

18 L'engagement de Negadi était remarqué par le Comité soviétique de solidarité afro-asiatique : GARF, f. R-9540, op. 1, d. 22, l. 3.

19 Pour les 7 % restant, ce n'est pas précisé. Rapport du 4 juin 1968 des professeurs N. Egorov et N. Sofinskij : RGASPI, f. M-1, op. 39, d. 143, l. 10.

20 Rapport du recteur V.-F. Lavrušin : Archive centrale des organes du pouvoir de l'Ukraine (TsDAVO), f. 4621, op. 6, d. 33, l. 168.

21 Rapport de 1962 : RGASPI, f. M-1, op. 46, d. 310, l. 46.

l'égard des étudiants « petit-bourgeois », ces clichés exprimaient également une opinion très critique face à la politique d'aide aux pays non communistes, les étudiants étrangers en URSS incarnant cette aide.

Toutefois, grâce au développement de l'enseignement secondaire l'éventail des candidats fut élargi et cela eut des effets sur les contingents d'étudiants admis. Cependant, ils furent limités dans une faculté d'élites, comme celle de Droit international de l'Université d'État de Kiev (KGU), où on formait des diplomates et où, parmi les diplômés de 1973 et de 1974, il y avait à peine un étudiant irakien issu d'une famille d'ouvriers. Dans les établissements techniques et technologiques par contre, le nombre d'étudiants issus de familles d'ouvriers était considérable. Sur 129 étudiants de tous les pays arabes qui en 1975-1976 étudiaient à l'Institut Polytechnique de Kharkov, quarante-quatre (34,1 %) selon le recteur étaient issus de familles ouvrières. Parmi ces 129 étudiants, le groupe national le plus important était celui des Jordaniens – trente-six personnes, dont dix issues de familles ouvrières – qui comprenait probablement plusieurs étudiants palestiniens avec des passeports jordaniens<sup>22</sup>. L'augmentation du nombre de Palestiniens, dont beaucoup étaient des réfugiés issus d'un milieu très modeste, fut une cause de l'augmentation du taux d'étudiants issus de « familles ouvrières » dans les statistiques soviétiques. Si parmi 1 051 étudiants de pays arabes d'Asie qui en 1971-1972 étudiaient en Ukraine soviétique, le taux de personnes issues de familles ouvrières était de 21,8 % (229 personnes), en 1980-1981 ce taux s'élevait à 28,5 %<sup>23</sup>. Deux enquêtes sociologiques, la première sur les étudiants tunisiens (Gobe et Ben Sedrine, 2006 : 20) et la seconde sur les Marocains (Scarfò Ghellab, 2015) ont également montré que ceux qui partaient étudier en URSS et dans les pays de l'Est étaient originaires de milieux plus modestes que leurs compatriotes qui étudiaient en France. Les États-Unis, où les frais de scolarité élevés étaient très souvent payés par les familles ou par le gouvernement du pays de départ, attiraient des étudiants originaires de familles riches et de pays producteurs de pétrole.

Deux autres tendances sont à noter. D'une part, le taux de femmes étudiantes, quasiment nul au début des années 1960, passe à 10 % en 1971-1972 et à 16,5 % une décennie plus tard. Les grands écarts néanmoins persistaient : si en 1978-1979, à la faculté préparatoire de l'Université d'État de Moscou (MGU), spécialisée notamment dans les filières lettres, histoire et journalisme, il y avait vingt-huit femmes parmi les soixante-huit étudiants de pays arabes<sup>24</sup>, à l'Institut de génie civil de Kiev, il n'y avait en 1980-1981 que trois femmes architectes parmi les quarante-neuf étudiants de pays arabes<sup>25</sup>. D'autre part, une tendance importante fut l'amélioration du niveau des étudiants. Elle reflétait la sélection plus rigoureuse et la quasi-disparition des étudiants qui n'étaient pas bacheliers.

---

22 Voir le rapport du recteur M. Semko : TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 3878, ll. 3-6, 88.

23 Ces taux ne concernent pas les étudiants de pays arabes d'Afrique. Pour 1971-1972, voir le rapport du Komsomol de l'Ukraine, de février 1972 : Archive centrale des organisations publiques de l'Ukraine (TsDAGO), f. 7, op. 20, d. 1030, l. 20 et TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 2007, d. 2008, d. 2009, 2013 et 2017. Pour 1980-1981, il s'agit d'un échantillon de 792 personnes, tandis que le pourcentage 28,5 % correspond à 226 personnes. Données agrégées à partir de plusieurs universités : TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 6282, d. 6283, d. 6286, d. 6281, d. 6284, d. 6287 et d. 6288.

24 Rapport du doyen I.-A. Voroknov : GARF, f. R-9606, op. 11, d. 175, ll. 12-14.

25 Rapport du doyen B.-A. Skorobagatyj : TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 6284, ll. 1-3.

Les stéréotypes répandus pendant la Guerre froide voulaient que les études en URSS fussent plus courtes, plus faciles et imprégnées de propagande. Une université qui, contrairement aux attentes de ses fondateurs, offrait le meilleur prétexte à la création de ces stéréotypes fut l'UDN (Lumumba). Censée répondre aux besoins des pays du tiers-monde de former leurs cadres dans des délais brefs, l'UDN offrait des programmes accélérés, à savoir réduits d'une année par rapport à ceux des universités soviétiques ordinaires. Cette particularité, entre autres, suscita la méfiance des pays étrangers concernant la qualité des études, ce qui n'était pas infondé. Plusieurs professeurs soviétiques avaient aussi souligné les faiblesses des programmes accélérés et finalement, en 1972, suite à une demande du nouveau rectorat, les programmes furent ajustés aux normes soviétiques<sup>26</sup>.

Hormis cette situation, les études en URSS duraient en réalité plus longtemps qu'en Occident, et cela pour deux raisons. La première était l'année préparatoire où les étudiants apprenaient le russe et suivaient des cours de mise à niveau en mathématiques, physique, chimie, ou encore des cours de dessin pour les architectes, avant d'intégrer les facultés. La seconde raison était que dans la plupart des facultés les études duraient cinq ans. À la fin du cursus, qui comprenaient plusieurs stages de formation, et après la soutenance d'un mémoire, le diplôme délivré était du niveau d'un magistère. Ce faisant, la période passée en URSS par un ingénieur, un agronome, un économiste, un juriste, un philologue ou un géologue, ou un médecin, était de six ou sept ans. Dans les instituts et les écoles techniques (*tehnikum* et *učiliše*), où, le plus souvent, on recevait une formation d'infirmier, de mécanicien et de spécialiste de l'industrie de pêche, les études duraient trois ans en moyenne. Durant les années 1960, le pourcentage d'étudiants y était relativement élevé, soit parce que les Soviétiques dirigèrent vers ces établissements, dits « d'enseignement secondaire spécialisé », les étudiants qui n'avaient pas le niveau pour poursuivre des études dans une université, soit parce que certains États arabes, en l'occurrence l'Égypte, voulaient former des techniciens et des marins. La thèse (*aspirantura*) devait normalement durer trois ans, mais ce délai était rarement respecté. Le pourcentage élevé de doctorants pendant les années 1960 était dû, d'une part, au fait que plus de la moitié des Égyptiens étaient des doctorants et, d'autre part, au nombre élevé d'Irakiens membres du Parti communiste (PCI) qui, après la chute de Kassem, ne pouvaient pas rentrer en Irak et s'inscrivirent en thèse en URSS.

Les « stagiaires », enfin (étudiants en échange et jeunes diplômés en stage), étaient de deux types : ceux qui suivaient une spécialité, ingénieurs ou médecins internes, et ceux qui, de plus en plus durant les années 1980, partaient en URSS pour améliorer leurs connaissances du russe, des enseignants du secondaire généralement.

---

26 La demande du recteur V. Stanis au PCUS : Administration centrale des archives de Moscou (GAUM), f. 3061, op. 1, d. 1381, ll. 19-23.

**Tableau 2 : Étudiants de pays arabes par cycle ou type d'études**

Cycle/type d'études		Étudiants à l'université*	Étudiants en institut/école technique*	Doctorants	Étudiants en échange/ diplômés en stage
Année					
1967-68	%	71	8,2	18,3	2,5
	Eff.	2 324	268	599	82
1977-78	%	82,9	3,9	10	3,2
	Eff.	6 780	319	818	261
1987-88	%	79,1	1,9	15,1	3,9
	Eff.	16 383	394	3 127	808

\* Étudiants en faculté préparatoire, en premier et en deuxième cycle.

Source : À partir des tableaux annuels du ministère de l'Enseignement de l'URSS : GARF, f. R-9606, op. 1, d. 3090, ll. 1-6, d. 8151, ll. 2-6 et f. R-9661, op. 1, d. 335, ll. 7-13.

Les données sur les spécialisations des étudiants ne laissent que peu de doute quant à l'orientation de la grande majorité d'entre eux vers les sciences médicales et les sciences technologiques pour l'ingénieur ; spécialités privilégiées pas les États qui, très souvent, refusaient que leurs ressortissants étudient en URSS les sciences sociales et politiques. Ainsi parmi les 655 étudiants de pays arabes qui finirent la faculté préparatoire en été 1962, 223 (34 %) allaient poursuivre des études de médecine, 219 (33,4 %) de génie, trente-quatre (5,2 %) d'architecture, trente-deux (4,9 %) d'agronomie, dix-neuf (2,9 %) de chimie, dix-huit (2,75 %) de physique, quatorze (2,14 %) de lettres, treize (2 %) d'économie ou d'économie politique et quatre-vingt-trois (12,7 %) qui choisissaient d'autres spécialisations<sup>27</sup>. En 1974, environ 50 % des étudiants poursuivaient des études d'ingénieur et 20 % de médecine, comme le notait le directeur du Département pour l'enseignement du PCUS, Sergej Kolesnikov, qui en même temps déplorait le petit nombre « d'économistes, de philosophes, de journalistes et d'enseignants »<sup>28</sup>. En 1991, 53 % des étudiants étrangers faisaient encore des études d'ingénieur (Arefiev et Sheregui, 2014 : 30).

L'enseignement de la philosophie marxiste-léniniste et des sciences sociales et politiques était dispensé chaque semestre dans chaque filière y compris dans les écoles techniques. Ils avaient, toutefois, été facultatifs pour les étudiants des pays non communistes entre 1958 et 1968<sup>29</sup>. En novembre 1961, Gamal Abdel Nasser jugeant que les Égyptiens étaient endoctrinés fit transférer environ 250 étudiants par vol spécial aux États-Unis (Heikal, 1978 : 109). Pression des ambassades arabes, manque de motivation des étudiants, études très prenantes, etc. autant de raisons qui motivent la décision d'octobre 1968 du ministère de l'Enseignement de l'URSS de rendre ces cours obligatoires. Désormais, malgré la protestation de l'ambassade d'Égypte<sup>30</sup>, tous les étudiants devaient suivre des cours d'histoire du PCUS, de philosophie, d'économie politique, des enseigne-

27 TsDAVO, f. 4621, op. 6, d. 37.

28 RGASPI, f. M-3, op. 8, d. 1152, l. 161.

29 Décision du PCUS qui pensait que les étudiants seraient volontaires, en même temps qu'il entendait réduire la méfiance et prévenir les réactions des gouvernements étrangers.

30 GARF, f. R-9606, op. 1, d. 3538, ll. 138-140.

ments sur les principes du communisme scientifique et sur l'athéisme scientifique. Ce programme demeura en vigueur jusqu'en 1989, date de la réforme de l'enseignement supérieur de Mikhaïl Gorbatchev.

Faisaient également partie de l'« éducation » politique et idéologique, les mémoires ou les thèses. Ainsi, celle de Mahmoud Abbas sur les « Relations secrètes entre le régime nazi et les dirigeants du mouvement sioniste »<sup>31</sup>, ou les travaux d'Abderrahmane Salah Belkassem, étudiant algérien à l'Institut Polytechnique de Kharkov, sur « Le rôle du secteur public dans l'économie des pays en voie de développement », qui reçurent le prix du ministère de l'Enseignement<sup>32</sup>. Les conférences et les débats sur les questions d'actualité, ainsi que les séminaires libres, tel celui sur « L'URSS et les pays arabes », faisaient partie de la formation. De même que la participation aux commémorations et aux manifestations culturelles, les visites aux kolkhozes, les rencontres avec des collectivités ou des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale.

**Photo 1 : Étudiants de l'Institut de médecine de Donetsk avec des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale le 1<sup>er</sup> mai 1977**



Source : TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 3843, l. 87.

31 Soutenue en 1982 et dirigée par Evgueni Primakov, alors directeur de l'Institut d'Orientalisme et, plus tard, Premier ministre de la Fédération de la Russie.

32 TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 3878, l. 189.

**Photo 2 : En visite à la ferme (sovkhoze), « 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste »  
à la région de Donetsk le 17 avril 1976**



Source : TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 3842, l. 198.

## **Engagements politiques des premières promotions, 1960-1975**

Ces générations d'étudiants connurent un foisonnement de visions politiques et d'idéologies, depuis les versions arabes et internationales du socialisme jusqu'aux nationalismes et à l'islamisme. En règle générale, les boursiers d'État souscrivaient à la politique du gouvernement qui les avait sélectionnés au moins tant que de dernier était au pouvoir. Les étudiants venus des partis et des organisations étaient beaucoup plus politisés mais fascinés par Mao et Che Guevara, deux figures bannies en URSS (Rupprecht, 2015 : 120). Ils militaient souvent dans les mouvements anti-impérialistes les plus radicaux. Les Soviétiques se donnaient donc pour tâche non pas tant de les convaincre des mérites du communisme, mais plutôt de les « guérir » de ce que Lénine avait décrit comme sa « maladie infantile ». La formation des fronts populaires anti-impérialistes entre communistes et baathistes ou nasséristes, ce qu'Alexandre Bennigsen avait identifié comme objectif soviétique au Moyen-Orient, était un des objectifs principaux du Komsomol pour les étudiants venant de pays arabes. Ce type de bourse était prédictif du profil politique de l'étudiant, en même temps qu'il créait un lien entre celui-ci et son bienfaiteur, que ce fût le Parti ou le gouvernement.

En porte à faux avec les théories enseignées, la vie quotidienne en URSS suscitait souvent une certaine désillusion. Si Negadi déplorait le manque de liberté d'expression et Ouahhabi (1988) dénonçait le racisme, Sonallah (2015) dressa dans son roman le tableau d'un pays qui, malgré sa conquête spatiale, restait à plusieurs égards arriéré. Du côté soviétique aussi les opinions négatives vis-à-vis des « petit-bourgeois » qui profitaient de la générosité soviétique et vendaient des marchandises occidentales de contrebande, étaient fréquentes. Quant au cours de l'été 1970 l'épidémie de choléra arriva du Moyen-Orient en Ukraine du Sud, dans l'opinion, les responsables furent les « amis » arabes de l'URSS<sup>33</sup>. Ces opinions et déceptions ne constituèrent pas pour autant une entrave à la bonne entente. Celle-ci était fondée sur un ensemble de convictions et de visions partagées, notamment sur l'antiaméricanisme et l'antisémitisme<sup>34</sup>. Les tendances au sein des organisations étudiantes, qu'on peut retracer jusqu'aux années 1970, en fournissent un bon indicateur.

La vie politique était officiellement organisée autour des amicales nationales (*zemiačestvo*) qui devaient réunir et représenter les ressortissants de chaque pays. Durant les années 1960, les deux amicales les plus puissantes et en même temps farouchement opposées l'une à l'autre étaient l'irakienne et l'égyptienne. Dominée par les doctorants et les militaires, partisans de l'unité arabe sous Nasser, l'amicale égyptienne, avec l'appui de celle du Yémen – pays où l'armée égyptienne était en train d'intervenir – entendait diriger le mouvement syndical. La Ligue des étudiants irakiens, plus nombreuse malgré la sécession en octobre 1961 des étudiants kurdes qui protestèrent contre la répression infligée à leur communauté, comptait parmi ses membres au moins 50 % de communistes et sympathisants. À l'instigation des Irakiens et des Syriens, les étudiants arabes adressèrent en mars 1961 une pétition à Nasser dénonçant la répression contre les étudiants à l'Université de Damas et contre tous les « patriotes, démocrates, communistes », « victimes » de sa « dictature »<sup>35</sup>.

Alors que la Ligue dominait le mouvement syndical, la situation changea en février 1963 quand Kassem fut déposé par le Parti Baath et que le nassériste Salam Aref lança une répression féroce contre les partisans de Kassem, y compris les communistes. À l'annonce de ces nouvelles, environ 200 étudiants se rangèrent au côté d'Aref, quarante-huit lui adressèrent un télégramme de soutien de l'ambassade d'Égypte à Moscou et, suite à des graves bagarres avec les communistes, plusieurs retournèrent en Irak. Le 14 mars 1963, environ 1 500 étudiants d'Irak et d'autres pays arabes manifestèrent devant l'ambassade d'Irak pour dénoncer la répression (Ro'i, 1973 : 74). Aref supprima le financement des boursiers du gouvernement Kassem. Les Soviétiques répliquèrent en payant les bourses aux étudiants loyaux, en même temps qu'ils continuèrent à accueillir des petits groupes d'étudiants, tous membres du PC irakien, persécutés par le Baath, en leur assignant des tâches politiques. Hussein Abdallah,

---

33 Rapports du KGB ukrainien : Archives du Service de sécurité de l'Ukraine (SBU), f. 16, op. 1, d. 996, l. 203 et d. 988, ll. 169-188.

34 Quand les étudiants arabes protestèrent parce que leur professeur était un juif soviétique et qu'ils demandèrent son remplacement, les Soviétiques accueillirent leur demande favorablement : RGASPI, f. M-1, op.č 46, d. 403, l. 100. Un cours intitulé « Critique de l'idéologie sioniste » était enseigné à l'Université Lumumba.

35 Copie en russe de la pétition : GARF, R-9576, op. 13, d. 20, l. 171.

qui arriva en URSS en 1966 avec un visa touristique, s'inscrit d'abord à l'UDN et « déménagea » ensuite à Stavropol pour diriger l'amicale locale ; il fut parmi ces Irakiens persécutés qui trouvèrent refuge en URSS<sup>36</sup>. Si la Ligue perdit de son pouvoir, fidèle à la ligne du PCUS, elle demeura pour longtemps redevable aux Soviétiques.

Les événements qui se déroulèrent au sein de l'amicale irakienne illustrent la façon dont les étudiants de gauche étaient soutenus et comment les liens avec les Soviétiques étaient forgés. En mars 1964, quand sept étudiants marocains envahirent l'ambassade du Maroc à Moscou pour protester contre la répression des militants de l'UNFP et du PC à Rabat, les autorités soviétiques rejetèrent les demandes du gouvernement marocain de les expulser. À la tête de ces sept étudiants, Abdelmalek Zhedaoui, rendit la faveur au Komsomol quelques mois plus tard quand, à la tête de la coalition prosoviétique, il battit les maoïstes pour être élu secrétaire général de l'Union des Étudiants Africains en URSS. Après la chute de Ben Bella, les Soviétiques prirent également sous leur protection ses partisans et les communistes algériens ; et ils rejetèrent les demandes de Boumédiène de les renvoyer en Algérie.

L'idée d'un front commun entre organisations estudiantines mûrit et fut enfin appliquée en décembre 1965, quand le Conseil des Organisations d'Étudiants de pays arabes en Union soviétique (*SOSAS* ou *Sovet Organizacij Studentov Arabskih Stran*) vit le jour. Deux ans plus tard, au lendemain de la Guerre de 1967, le « Conseil » (*Sovet*) devint une « Union » (*Sojuz*) afin d'afficher la détermination pour l'unité. Si les Égyptiens occupèrent le poste de secrétaire général en 1965 et en 1967, les communistes prirent le contrôle de l'Union et le gardèrent au moins jusqu'à la fin des années 1970. Le Parti Baath, deuxième force, bénéficiait de l'augmentation des boursiers d'État syriens et occupait la place du nassérisme qui s'éclipsait. La troisième force était les Frères musulmans, au départ peu nombreux dans les amicales de Syrie et du Soudan<sup>37</sup>. En 1973-1974 pourtant, les Frères musulmans réussirent à contrôler les amicales égyptiennes de Moscou et de Leningrad. Ils furent défaits au sein de la SOSAS, contrôlée par les communistes, où pour la première fois aucun étudiant égyptien ne fut élu<sup>38</sup>.

L'autre grande question qui préoccupa la SOSAS et les amicales fut celle de la reconnaissance des diplômés et de l'avenir professionnel des diplômés.

## **Diplômés des écoles soviétiques : la difficile intégration professionnelle**

Au retour de l'URSS, plusieurs diplômés furent dans l'obligation d'émigrer, et ce, pour différentes raisons. Ce fut le cas des étudiants des premières promotions : leurs diplômés n'étaient pas reconnus et leur séjour en URSS les rendait

---

36 « Information sur le travail avec les amicales des étudiants étrangers » à la région de Stavropol, du 22 janvier 1968, par le secrétaire du Komsomol de la région, V. Kaznačeev : RGASPI, f. M-3, op. 39, d. 129, l. 212.

37 Rapport du recteur : TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 1716, l. 3.

38 « Sur la situation dans les milieux des étudiants arabes en URSS », 6 mars 1973 : RGASPI, f. M-3, op. 8, d. 604, ll. 88-89.

suspects. De retour chez eux, c'est le chômage ou la guerre, qui fut la cause des départs avec l'envie de construire une vie meilleure dans un pays prospère.

Outre la personnalité ou l'appui familial, plusieurs paramètres ont joué un rôle dans l'intégration des diplômés. Le diplômé d'une université prestigieuse, qui avait obtenu son baccalauréat avant d'entamer des études supérieures, avait de meilleures chances. Cela valait également pour les anciens boursiers d'État. Il y avait aussi les situations économiques propres au pays d'origine au moment du retour qui se traduisait par la demande de cadre dans le public et le privé. En règle générale, cela ne concernait pas les médecins et les pharmaciens qui manquaient toujours. Ensuite, il y avait bien évidemment la conjoncture économique, très différente avant et après 1973 pour les pays producteurs d'hydrocarbures. L'intégration dépendait également des relations du pays avec l'URSS.

De 1956 jusqu'à 1980<sup>39</sup>, les groupes les plus nombreux étaient les diplômés syriens (2 519 diplômés<sup>40</sup>), irakiens (2 931 diplômés) et égyptiens (1 844 diplômés). En Égypte, d'après les informations du Komsomol, tous les diplômés et docteurs des universités soviétiques obtenaient des postes de haut niveau. Si certains ingénieurs travaillaient dans la construction du barrage d'Assouan (Kononenko, 1967 : 221), d'autres diplômés travaillaient dans les ministères ou, très souvent, continuaient dans la recherche scientifique. « Par exemple, quinze diplômés de la faculté de physique du MGU », notait un rapport de 1966, « travaillaient dans le centre nucléaire de la RAU sous la direction des scientifiques soviétiques<sup>41</sup> ».

Les anciens boursiers Irakiens, entre 1958 et 1963 eurent moins de chance. Avec le renversement de Kassem, le Baath désavoua la coopération avec l'URSS. Une certaine hostilité s'est développée à l'encontre des diplômés soviétiques et notamment vis-à-vis des étudiants venant de l'UDN. Reçu à Moscou en juin 1968 pour enquêter sur les études de ressortissants irakiens en URSS, Ahmed Al-Hani, professeur de l'Université de Bagdad, déclara que les étudiants irakiens recevaient de meilleures notes que celles qu'ils méritaient, ajoutant également que « le niveau à l'UDN – P. Lumumba » était « inférieur aux autres établissements supérieurs soviétiques<sup>42</sup> ». Le ministère de l'Enseignement d'Irak n'homologuait d'ailleurs pas leur diplôme. Cette situation a conduit les diplômés de l'UDN à adresser une pétition, avec l'intervention de l'URSS, afin de suspendre « la décision discriminatoire de la commission<sup>43</sup> ».

Plusieurs diplômés partirent travailler en Arabie saoudite, au Koweït ou encore en Algérie et au Yémen du Sud. Les diplômés restés en Irak avaient à faire face aux harcèlements des élites formées en Occident, en Irak ou dans d'autres pays arabes. « Ils nous pourchassent partout », non pas parce que les entre-

---

39 GARF, f. R-9606, op. 1, d. 4757, ll. 48-52, d. 9121, ll. 7-11, op. 3, d. 984, ll. 8-14, d. 1368, ll. 6-9 et f. 9661, op. 1, d. 772, ll. 1-7.

40 Obtention d'un magistère ou d'une thèse et diplômé d'une école technique.

41 RGASPI, f. M-1, op. 39, d. 136, l. 45.

42 24 juin 1968 : GARF, f. R-9606, op. 1, d. 3529, ll. 35-36.

43 Déclaration de Hamid Shalan le 17 août 1966 : GARF, f. R-9606, op. 1, d. 2703, ll. 36-38. Extraits de la pétition dans le même dossier, ll. 39-40.

prises « n'ont pas besoin de chimistes, mais parce que nous venons de l'Union soviétique », écrivait l'ingénieur-chimiste Mahdi Bakir dans une lettre adressée à l'Université d'État de Kharkov<sup>44</sup>. Selon les déclarations de l'ambassade soviétique à Bagdad, les médecins formés en URSS passaient des examens devant une commission composée de médecins formés en Occident qui les jugeaient sévèrement ; ils ne pouvaient travailler que comme assistants tant qu'ils ne disposaient pas de l'homologation<sup>45</sup>.

Attaché culturel adjoint à l'ambassade d'Irak à Moscou, Jassim Al-Shammari reconnaissait que les diplômés rencontraient de nombreuses difficultés pour faire reconnaître leurs diplômes : « Les difficultés surgissent parce que de nombreux fonctionnaires dans les ministères, les établissements d'enseignement et les autres organisations d'Irak qui ont fait leurs études dans des pays occidentaux, ont des opinions pro-occidentales et ne veulent pas que les diplômés des universités soviétiques entrent en concurrence avec eux<sup>46</sup> ». L'hostilité à l'égard des anciens étudiants des universités soviétiques n'avait pas que des raisons politiques et idéologiques. En fait, le groupe établi voulait préserver ses privilèges face à la concurrence des nouveaux venus. Les diplômés des universités européennes bénéficiaient ainsi de la dévalorisation des diplômes obtenus dans les pays communistes. C'était notamment l'UDN, cette institution au statut spécial qui leur fournissait le meilleur prétexte pour entrer en conflit.

L'UDN était mal vue aussi en Syrie et, jusqu'en 1967, les diplômés délivrés n'étaient pas reconnus. Fouad Rahem, responsable des équivalences au ministère de l'Enseignement et ancien étudiant du MGU, disait que l'UDN admettait des étudiants sans autorisation du gouvernement syrien<sup>47</sup>. Toutefois, avec la nomination au ministère de l'Enseignement d'un ancien étudiant d'URSS, les diplômés soviétiques furent homologués, et les diplômés purent occuper des postes importants : professeurs à l'Institut polytechnique de Damas, hauts fonctionnaires au ministère de l'Industrie de pétrole, directeurs d'usines, médecins ou encore ministres<sup>48</sup>. Fondée en 1973 sous l'impulsion des diplômés, la Société de culture syro-soviétique était la plus grande et la plus active de tous les pays arabes. Composée essentiellement d'anciens étudiants et présidée par Salah Daoud, médecin formé à Lvov, la Société s'adressait également au grand public avec des manifestations culturelles et des projections de films. À partir de 1975, le ministère de l'Enseignement de l'URSS offrit aux membres de la Société cinq bourses de doctorat et vingt-cinq bourses pour des stages de longue durée. La Société et les diplômés jouaient ainsi un rôle très important dans les relations culturelles entre l'URSS et la Syrie<sup>49</sup>.

---

44 Rapport de 1968 de l'Université de Kharkov : GARF, f. R-9606, op. 1, d. 3092, l. 2.

45 Rapport du 26 janvier 1969 : GARF, f. R-9606, op. 1, d. 3962, ll. 79-80.

46 Opinion exprimée par le 05/04/1971 : GARF, R-9606, op. 1, d. 4760, l. 165.

47 Déclaration du 16 février 1967 rapportée par le secrétaire de l'ambassade soviétique à Damas, G.-A. Osipovskij : GARF, f. R-9606, op. 1, d. 3095, ll. 47-48.

48 Voir la « Liste des diplômés des établissements d'enseignement soviétiques qui occupent des postes de responsabilité dans les pays en voie de développement », document de 1975 du ministère de l'Enseignement de l'URSS : TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 4275, ll. 10-11.

49 « Information sur l'activité des Associations des diplômés des établissements d'enseignement de l'URSS », 2 janvier 1979 : GARF, f. R-9606, op. 1, d. 8665, l. 38. ll. 40-41.

Une « Liste des diplômés des établissements d'enseignement soviétiques qui occupent des postes de responsabilité dans les pays en voie de développement », produite en 1975 par le ministère de l'Enseignement de l'URSS<sup>50</sup>, ainsi que d'autres documents<sup>51</sup>, fournissent des renseignements sur les deux Yémen et en Jordanie. Au Yémen du Nord, les diplômés de la Faculté de Droit international du KGU occupaient déjà des postes au ministère des Affaires étrangères. Au Yémen du Sud aussi, l'insertion des diplômés au sein de l'État, du parti, de la sphère économique ou encore dans le milieu artistique (Alviso-Marino, 2013) ne rencontra aucun obstacle. En Jordanie, en revanche, pays qui formait une partie de ses élites en Angleterre et aux États-Unis, selon les informations soviétiques, il n'y avait aucun diplômé occupant un poste « de responsabilité ». Fait significatif, une des premières initiatives du Comité des diplômés jordaniens, fondé en mars 1971, fut la création d'un fonds spécial pour soutenir les diplômés au chômage. Le ministère de l'Enseignement de l'URSS soutint aussi le Comité en lui offrant chaque année deux ou trois bourses, soit pour une thèse soit pour un stage en URSS<sup>52</sup>.

Au Liban et dans les pays du Maghreb, les diplômés français restaient beaucoup plus appréciés que ceux des pays communistes ; ce qui avait des répercussions sur leur insertion et leur carrière. Les Libanais de l'Université Lumumba furent plus actifs dans la vie politique et associative, en tant que membres du Parti communiste ou de l'Association des diplômés fondée en février 1970<sup>53</sup>. Il était beaucoup plus rare qu'en Syrie, qu'un diplômé libanais, même d'une université prestigieuse, occupe un poste important. Au Maroc aussi, si les diplômés des universités prestigieuses étaient déjà reconnus en octobre 1967, ceux de l'UDN et des écoles techniques ne l'étaient pas. Pour Chahin Driss, diplômé de l'Institut de chimie Mendeleïev, trouver un travail dans un laboratoire de chimie fut très facile. Comme il l'expliquait à un fonctionnaire du consulat général de l'URSS, la clé était « d'avoir un diplôme reconnu ». Par contre, ajoutait-il, ceux dont le diplôme n'avait « aucune valeur au Maroc » avaient des difficultés pour trouver du travail<sup>54</sup>.

Beaucoup plus favorable était la situation des diplômés en Algérie, où les diplômés soviétiques étaient reconnus de facto depuis 1962 et de jure depuis 1969. À l'exception des individus que l'ambassade algérienne à Moscou identifiait comme militants communistes et qui, comme Ouahhabi (1988), étaient souvent obligés d'émigrer à la fin de leurs études, les diplômés retournaient en Algérie, où nombre d'entre eux faisaient des carrières importantes<sup>55</sup>.

---

50 Déjà citée à propos de la Syrie.

51 Voir les listes du ministère de l'Enseignement d'Ukraine et les rapports sur les diplômés que contient le dossier 2991 de 1974 : TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 2991, ll. 1-98.

52 « Information sur l'activité des Associations », déjà citée, ll. 39-40, 42.

53 Son premier président, Mohamed Zort, était diplômé de la faculté de génie de l'Université Lumumba. Voir le Rapport de 1971 du ministère de l'Enseignement de l'URSS : GARF, R-9606, op. 1, d. 5355, l. 52.

54 Rapport du Consulat général du 20 novembre 1968 : GARF, R-9606, op. 1, d. 3538, ll. 126-127. En effet, dans la Liste du ministère de l'Enseignement de l'URSS figuraient trois hauts fonctionnaires ; deux étaient diplômés de l'Institut de médecine de Kiev et l'autre du KGU.

55 On trouve parmi eux des Médecins-chefs comme Mustapha Negadi, des présidents des commissions d'État pour les travaux publics comme Abdoullah Arbaoui, des professeurs d'université comme l'économiste Lakhdar Benhassine, des doyens et des professeurs dans les instituts fondés par l'URSS comme Ahmed Ouchiha à Boumerdès, ainsi que des ingénieurs des entreprises publiques.

## Conclusion

Dans un article publié en 1989, alors que l'empire soviétique était en train de s'effondrer, l'économiste Frank (1989 : 20) dressait un bilan négatif de l'aide des pays socialistes et de son impact global sur les pays du Sud. « *Much Third Worldist socialist rhetoric is just that, and no more* » écrivait-il, ajoutant : « *The East has supported superstructural change in the South with words and sometimes arms, but without being able to offer the really necessary infrastructural support of an economic alternative*<sup>56</sup> ». Concernant plus précisément l'impact de l'URSS sur le Moyen-Orient et d'après le politologue Marks, des dictateurs tels Hafez Al-Asad et Saddam Hussein voulant imiter les techniques soviétiques de gouvernement autoritaire, appliquèrent un « *Stalinist-style terror* » et étouffèrent le « *potential for democracy* » de leur pays (2003 : 325). Au passage, Marks notait que Fadhil Al-Barak, le chef du service de renseignements du Baath irakien, était un « *Soviet PhD* ».

Les données sur la coopération arabo-soviétique traitées dans cet article ne permettent pas de réfuter la conclusion de Frank, largement acceptée, concernant l'échec de l'Est à fournir au Sud une alternative en matière de développement. Il entend néanmoins rappeler que le soutien de l'URSS ne peut se réduire à « des mots et parfois des armes », comme il le posa. L'URSS ne forma pas seulement des apparatchiks du Baath ou des militaires dont certains, à l'instar du Syrien Hafez Al-Asad, de l'Égyptien Hosni Moubarak et de l'Algérien Liamine Zeroual, devinrent ensuite présidents de leurs pays. De 1956 à 1991, près de 47 300 étudiants furent formés en URSS<sup>57</sup>, sans compter les promotions des années 1987 et 1988 qui étudièrent pour quatre ans en URSS et deux ans dans un pays postsoviétique. En dépit de la dévalorisation du diplôme soviétique, ces étudiants firent de longues études conformément au programme soviétique en vigueur et le plus souvent dans des universités d'État prestigieuses. Même si en 1991 les objectifs politiques de l'URSS étaient devenus caducs et si son investissement dans la formation de cadres étrangers a été abandonné, la formation d'environ 10 000 médecins et de milliers de professeurs n'était pas une contribution négligeable. De plus, la formation d'ingénieurs a contribué à atteindre des objectifs stratégiques concrets et en premier lieu celui de la nationalisation des entreprises d'hydrocarbures. En termes quantitatifs, l'Union soviétique fut, depuis le début des années 1960, le troisième pays d'accueil d'étudiants venant de pays arabes derrière la France et les États-Unis (voir Annexe 1, Tableau 3).

Par-delà ces effets directs, la médiation soviétique eut aussi pour certains pays – l'Algérie constitue un des meilleurs exemples –, des effets indirects très concrets. Dès la création du CAHT en 1964 grâce à l'aide soviétique, le pays obtint également l'aide de la France pour la fondation de l'Institut Algérien du Pétrole (IAP, qui développa ensuite de nouvelles filières grâce à la coopération avec l'Institut technologique Stevens des États-Unis et grâce à l'aide de

---

56 « *La rhétorique tiers-mondiste des pays socialistes, c'est juste de la rhétorique et rien d'autre [...]. L'Est a soutenu dans le Sud des changements de superstructure avec des mots et parfois des armes, mais sans être capable d'offrir aucun soutien au niveau de l'infrastructure, ce qui en réalité était nécessaire pour une alternative économique* » (notre traduction).

57 GARF, f. 9661, op. 1, d. 772, ll. 1-7.

la *Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (Société pour la coopération technique) d'Allemagne de l'Ouest. Au milieu des années 1970, alors que les Soviétiques étaient en train de créer l'Institut des mines et de la métallurgie à Annaba, ainsi que l'Institut national des industries légères à Boumerdès, la coopération avec les pays occidentaux fut également intensifiée. En 1976, furent ainsi fondés à Boumerdès l'Institut national du génie mécanique, sous le parrainage des grandes écoles françaises, ainsi que l'Institut national d'électricité et d'électrotechnique grâce au soutien de l'*Education Developing Council* (Conseil pour le développement de l'éducation) des États-Unis. En même temps, sous les auspices de l'Agence canadienne pour le développement international, l'École des hautes études commerciales de Montréal assumait la tâche de développer de nouvelles filières au sein de l'Institut national de la productivité et du développement industriel de Boumerdès. C'est ainsi que, comme le montra Hocine Khelfaoui (1997), la ville de Boumerdès devint le pôle technologique le plus important d'Algérie.

Si l'URSS permit à des milliers de jeunes (beaucoup n'en avaient probablement pas les moyens) de faire des études supérieures qui marquèrent leur vie, son aide eut, en même temps, sur les pays de départ, des effets concrets directs et indirects. La question reste cependant posée de savoir quel fut exactement l'impact de cette aide dans le développement des pays arabes et pour quelles raisons les investissements nationaux et internationaux dans l'éducation durant la période examinée, n'apportèrent pas les fruits escomptés.

## ❖ Références bibliographiques

**Alviso-Marino Anahi** (2013) Impact of Transnational Experiences, *Arabian Humanities*, 1, [online] last checked on 09/06/2014. URL: <http://cy.revues.org/2229>

**Arefiev Alexander L et Sheregui Franc E.** (2014) *Eksport rossijskikh obrazovatel'nyh uslug. Statističeski sbornik*, Moscou, ministère de l'Éducation et des Sciences de la Fédération de Russie, 359 p.

**Bennigsen Alexandre** (1956) Le front national dans la nouvelle politique soviétique au Moyen Orient, *Politique étrangère*, 21 (5), pp. 614-624.

**Buttler Larry J. and Stockwell Sarah** (Eds.) (2013) *The Wind of Change: Harold Macmillan and British Decolonization*, Londres, Palgrave Macmillan, 281 p.

**Byrne Jeffrey James** (2016) *Mecca of Revolution: Algeria, Decolonization, and Third World Order*, Oxford, Oxford University Press, 390 p.

**Coulon Alain et Paivandi Saeed** (2003) *Les étudiants étrangers en France : l'état des savoirs*, Rapport pour l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE), CRES, Paris, Université de Paris 8, 53 p.

**Dawisha Adeed** (2009) *Iraq. A Political History from Independence to Occupation*, Princeton, Princeton University Press, 340 p.

**Dülffer Jost and Frey Marc** (Eds.) (2011) *Elites and Decolonization in the Twentieth Century*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 296 p.

- Frank Andre Gunder** (1989) *The Socialist Countries in the World Economy: The East-South Dimension*, in Brigitte H. Schulz and William W. Hansen Eds., *The Political Economy of East-South Relations*, Boulder, San Francisco & Londres, Westview Press, pp. 9-26.
- Gobe Éric et Ben Sedrine Saïd** (2004) *Les ingénieurs tunisiens : dynamiques récentes d'un groupe professionnel*, Paris, L'Harmattan, 276 p.
- Golan Galia** (1990) *Soviet Policies in the Middle East from World War Two to Gorbachev*, Cambridge, Cambridge University Press, 319 p.
- Harbison Frederick and Myers Charles** (1964) *Education, Manpower, and Economic Growth. Strategies of Human Resource Development*, New York, McGraw-Hill Book Company, 229 p.
- Heikal Mohamed** (1978) *Sphinx and Commissar. The Rise and Fall of Soviet Influence in the Arab World*, Londres, Collins, 287 p.
- Ismael Tareq** (2005) *The Communist Movement in the Arab World*, Londres, Routledge, 209 p.
- Khelfaoui Hocine** (1997) *La formation des ingénieurs en Algérie. Le cas des Instituts Technologiques de Boumerdès*, Thèse en sociologie, Université de Versailles, 375 p.
- Kononenko L. N.** (1967) *Dejatel'nost' partijnyh organizatsij vuzov Moskvy po internatsional'nomu vospitaniju inostrannyh studentov*, Thèse, Institut d'énergie de Moscou, 246 p.
- Laqueur Walter** (1956) *Communism and Nationalism in the Middle East*, New York, Frederick Praeger, 362 p.
- Marks Steven** (2003) *How Russia Shaped the Modern World. From Art to Anti-Semitism, Ballet to Bolshevism*, Princeton, Princeton University Press, 393 p.
- Martin Terry** (2001) *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 496 p.
- Michel Marc** (1993) *Décolonisations et émergence du tiers-monde*, Paris, Hachette, 271 p.
- Nations Unies** (1990) *Rapport mondial sur le développement humain – 1990*, Paris, ECONOMICA, 203 p.
- Negadi Mustapha** (2014) *Un roman algéro-soviétique. Aux origines de l'UGEMA*, Alger, Dar El Adib, 183 p.
- Ouahhabi Abdellah** (1988) *Un beur à Moscou*, Paris, Éditions Robert Laffont, 272 p.
- Rodinson Maxime** (1972) *Marxisme et monde musulman*, Paris, Seuil, 693 p.
- Ro'i Yaacov** (1974) *From Encroachment to Involvement. A Documentary Study of Soviet Policy in the Middle East, 1945-1973*, Jerusalem, Israel Universities Press, 616 p.
- Rosen Seymour** (1971) *Education and Modernization in the USSR*, Reading, Mass., Addison-Wesley Publishing Company, 234 p.
- Rupprecht Tobias** (2015) *Soviet Internationalism after Stalin: Interaction and Exchange between the USSR and Latin America during the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 334 p.

**Scarfò Ghellab Grazia** (2015) « Les meilleures années de notre vie ». Des ingénieurs marocains formés en URSS, in Monique de Saint Martin, Grazia Scarfò Ghellab et Kamal Mellakh Édts., *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, Paris, Karthala, FMSH, pp. 187-201.

**Shemesh Haim** (1992) *Soviet-Iraqi Relations. 1968-1988. In the Shadow of the Iraq-Iran Conflict*, Boulder & London, Lynne Rienner Publishers, 285 p.

**Sonallah Ibrahim** (2015) *Le Gel*, Paris, Actes SUD/Sinbad, 308 p.

**Valkenier Elizabeth K.** (1983) *The Soviet Union and the Third World. An Economic Bind*, New York, Praeger, 188 p.

**Wallerstein Immanuel** (2000) *The Essential Wallerstein*, New York, The New Press, 471 p.

## Annexe 1

**Tableau 3 : Étudiants de pays arabes dans les principaux pays d'accueil 1962-1991 (en effectif)**

Année	France	États-Unis	URSS	Royaume-Uni	RFA
1962	6038	4274	2273	1451	3161
1963	5662	4903	2051	1538	3644
1964	6388	5280	2244	1710	3672
1965	6637	5097	2623	1757	3575
1966	6572	5389	2725	1704	3429
1967	6677	5506	2998	1513	3135
1968	6919	5638	3273	1270	2998
1969	6765	5987	3884	1798	2905
1970	-	6299	3994	1942	2813
1971	10 072	6156	4044	2204	2917
1972	-	6814	4293	2649	-
1973	20 950	7324	5128	-	-
1974	24 090	8826	5881	4025	3205
1975	27 344	11 902	5844	4956	3591
1976	33 665	15 524	7099	5519	3661
1977	38 029	21 953	7717	5756	3549
1978	40 975	26 300	8718	6250	3640
1979	42 629	34 230	9912	6128	3640
1980	42 400	-	12 191	5950	3671
1981	-	31 617	13 536	5942	-
1982	51 267	-	14 584	-	3964
1983	49 955*	-	15 643	5933	3800
1984	54 788	33 434	17 155	5832	-
1985	-	32 012	18 558	6436	3948
1986	51 465	29 236	19 810	-	4104
1987	49 962	31 367	20 411	6075	-
1988	51 455	25 049	20 712	5316	4492
1989	55 812	23 948	21 812	4676	-
1990	57 885	20 548	22 272	4082	5389
1991	55 867	20 863	17 734	3939	6165

- Pas de données.

\* Sont comptés seulement l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Syrie et le Liban.

Source : Pour l'URSS, tableaux annuels du ministère de l'Enseignement de l'URSS (voir références Tableau 1). Pour les autres pays d'accueil, voir *Statistiques des étudiants à l'étranger 1962-1968, 1969-1973, 1974-1978 et Annales statistiques de 1979 à 1993* (Annales de l'UNESCO).

Les données de l'UNESCO doivent être utilisées avec précaution. Les effectifs des étudiants en France ne comprennent pas les personnes qui étudiaient dans les grandes écoles et les classes préparatoires. Ils comprennent en revanche tous les étudiants qui émigraient en France. Les effectifs des étudiants aux États-Unis qu'on trouve dans les annuaires de l'UNESCO sont moins élevés que ceux publiés par l'Institute of International Education (IIE) de New York. Nous avons néanmoins opté pour les données de l'UNESCO, parce que celles de l'IIE comprennent aussi les étudiants dans les académies militaires. Les données communiquées à l'UNESCO par le Royaume-Uni sont comparables à celles de l'URSS, parce qu'elles contiennent aussi bien les étudiants à l'université que ceux qui étudiaient dans les écoles techniques (technical colleges). Enfin, les effectifs d'étudiants en Allemagne de l'Ouest (République fédérale d'Allemagne, RFA) comprennent seulement les étudiants dans les universités. Pour toutes ces raisons, le tableau indique des tendances et ne présente pas des effectifs parfaitement comparables.

## **Constantin Katsakioris**

### **❖ Les étudiants de pays arabes formés en Union soviétique pendant la Guerre froide (1956-1991)**

Cet article revisite l'aide, en matière d'éducation, que l'Union soviétique accorda aux pays arabes pendant la Guerre froide et se focalise sur la formation des étudiants dans les universités soviétiques. Il explore les prémisses économiques et politiques qui sous-tendent cette coopération, le rôle de l'idéologie, les points de vue qui s'affrontent ainsi que les réactions de part et d'autre. Il analyse les formes que la coopération prit au fil du temps et fournit des données sur les étudiants en URSS et sur leur spécialisation. La formation des ingénieurs, groupe le plus important, fut un objectif majeur de la coopération. Une fois atteint, il permit aux pays, tels l'Irak et l'Algérie, de nationaliser et de développer leur industrie énergétique. À l'encontre des analyses qui discréditent la coopération civile arabo-soviétique et critiquent l'impact de l'URSS au Moyen-Orient, cet article montre que les bourses d'études soviétiques firent profiter des milliers de jeunes dont nombre étaient issus de familles modestes. Il soutient que la coopération arabo-soviétique eut des résultats significatifs sur le plan de la formation de cadres nationaux, tout en permettant aux pays arabes de diversifier leur coopération internationale.

### **❖ Arab Students' Training in the Soviet Union during the Cold War (1956-1991)**

This article revisits the educational aid the Soviet Union provided to Arab countries during the Cold War and focuses on the training of students at Soviet universities. It investigates the political and economic premises behind the educational cooperation, the role of ideology, as well as the conflicting views and the reactions on both sides of the connection. It analyzes the forms the cooperation took over time and provides data on the students in the USSR and their specializations. The training of engineers, who constituted the bulk of the students, was a major objective of the cooperation. As it was reached, it allowed countries, such as Iraq and Algeria, to nationalize and develop their energy industry. Overall, against those assessments which have dismissed the Soviet-Arab civil cooperation and castigated Moscow's impact on the Middle East, the paper shows that the Soviet scholarships benefited thousands of young people many of which came from modest families. It argues that the Soviet-Arab cooperation produced significant results in terms of human resources training, at the same time as it allowed the Arab countries to diversify their international cooperation.

### ❖ **La formación de los estudiantes árabes en la Unión Soviética durante la Guerra fría (1956-1991)**

Este artículo analiza el tema de la ayuda educativa de la Unión Soviética hacia los países árabes durante la Guerra Fría y se centra en la formación de los estudiantes en las universidades soviéticas. Investiga las premisas políticas y económicas de la cooperación educativa, el papel de la ideología, así como los puntos de vista conflictivos y las reacciones en ambos lados. Se analizan las formas que la cooperación tomó a lo largo del tiempo, proporcionando datos sobre los estudiantes en la URSS y sus especializaciones. Un objetivo importante de la cooperación era la formación de ingenieros, que constituían la mayor parte de los estudiantes. El logro de este objetivo permitió a países, como Irak y Argelia, nacionalizar y desarrollar su industria energética. En general, y contrariamente a opiniones que desacreditan la cooperación civil soviética-árabe y castigaron el impacto de Moscú sobre Medio Oriente, el artículo muestra que las becas soviéticas beneficiaron a miles de jóvenes, muchos de ellos procedentes de familias humildes. Se defiende la idea de que la cooperación árabe-soviético produjo resultados significativos en cuanto a la formación de recursos humanos, y al mismo tiempo permitió a los países árabes diversificar su cooperación internacional.